

03

.....

BROOKINGS

11 GLOBAL DEBATES

Afrique subsaharienne: Terre promise ou terre de tous les dangers ?

Histoire complexe d'un continent en mutation

Amadou Sy



Design and layout:

it's  Blossoming.it

03

Afrique subsaharienne : terre promise ou terre de tous les dangers ?

Histoire complexe d'un continent en mutation

1.1

En quoi consiste la problématique?

Après plus d'une décennie de progrès économiques relativement solides, la croissance du PIB cumulée de l'Afrique subsaharienne s'essouffle, ralentie par la présence de chocs extérieurs venant menacer les récentes avancées. D'après le rapport du FMI sur les perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne publié en avril 2016, le taux de croissance moyen enregistré par le continent entre 2000 et 2015 était de l'ordre de 5,5 pourcent.

Ce recul s'explique en partie par la chute du prix des matières premières, dont celui du pétrole qui est passé de 108 \$ à 47 \$ le baril entre juin 2014 et janvier 2015.

3.4%

En 2015, le taux de croissance global de la région était de 3,4 %, soit le taux le plus faible depuis environ 15 ans.

Aujourd'hui, le prix du pétrole demeure relativement faible. Viennent s'ajouter à cela le ralentissement de l'économie Chinoise, les préoccupations relatives à une hausse des taux d'intérêt américains, les conséquences climatiques d'El Niño venant menacer la production agricole et les graves conflits faisant rage dans certains pays du continent.

1.2

Quel est le Débat ?

La promesse économique de la région est en péril et une refonte des idées sur l'Afrique est en cours de formulation. L'histoire a oscillé d'un extrême à l'autre, en passant du désespoir (on se souvient du titre figurant sur la couverture du magazine The Economist en 2000 « The hopeless continent » [Le continent sans espoir]) à l'exubérance (on se souvient de la couverture de The Economist en 2011 « Africa rising » [La montée en puissance de l'Afrique]).

Le scénario du désespoir, qui refait régulièrement surface, est celui d'un continent miné par une croissance au point mort. À titre d'exemple, la détérioration des termes de l'échange après les chocs pétroliers des années 1970 a porté préjudice aux pays africains dont les économies sont tributaires des matières premières. En 2015, le taux global de détérioration des termes de l'échange de la région était estimé à 18,3 pourcent, tandis que celui des pays exportateurs de pétrole était quant à lui de 40 pourcent (Africa Pulse, 2015).

Les pays d'Afrique sont également minés par la fragilité de leurs institutions. Dans les années 1970 et 1980, l'actualité était dominée par les coups d'État, les guerres civiles et la montée en puissance des hommes forts. Le double choc de l'anémie de la croissance économique et de la faiblesse des institutions a ralenti le développement humain et a enfermé un grand nombre de personnes dans le piège de la pauvreté.

La tendance s'est inversée depuis le milieu des années 1990, et ce en partie grâce à la reconstruction des institutions politiques, à l'aide étrangère liée aux réformes macroéconomiques et budgétaires, à la réduction ou à l'allègement de la dette, aux progrès réalisés en vue de réaliser les objectifs de développement du Millénaire et à la disparition des vestiges coloniaux datant de la Guerre froide. Les efforts entrepris à des fins de réformes nationales et de redevabilité, ainsi que le succès des campagnes mises en œuvre par les activistes de la société civile des différents pays ont également joué un rôle favorable.

L'effort concerté déployé en vue de remédier aux lacunes infrastructurelles de la région, sans oublier le soutien apporté par la Chine au commerce et à l'investissement au lieu de se contenter d'avoir recours à la diplomatie dite du « chéquier » ont favorablement contribué à rendre le scénario plus optimiste. Les étrangers et les Africains ont commencé à se concentrer sur les tendances positives suivantes : l'explosion démographique de la jeunesse, un grand atout si les jeunes travailleurs sont en mesure d'acquérir les compétences nécessaires pour être compétitifs ; les dividendes numériques en augmentation, comme ceux de M-Pesa, une entreprise Kenyane de paiements mobiles très prospère ; la montée en puissance de la classe moyenne et son énorme potentiel en termes de nombre de clients ; et l'urbanisation rapide. Outre ces tendances positives, les efforts d'intégration régionale se sont améliorés.

150
millions

personnes vivent au sein de la Communauté d'Afrique de l'Est.

Un accord de libre-échange continental a même été signé récemment. Le développement humain s'est amélioré de concert avec la croissance économique, et le taux de mortalité infantile a baissé deux fois et demi plus rapidement entre 2000 et 2015 qu'entre 1985 et 2000.

Malgré cela, nous assistons aujourd'hui à un retour de manivelle, les décideurs politiques Chinois ayant réagi au ralentissement économique en réduisant leur dépendance vis-à-vis des investissements domestiques et leur appétit pour les importations de matières premières.

Dans la région, les dangers sont la violence transfrontalière au Sahel, autour du bassin du lac Tchad, dans le Golfe de Guinée où la piraterie est omniprésente et à l'est du Congo où la violence reste une préoccupation. Bien que le nombre d'élections pacifiques soit en augmentation, certains dirigeants politiques ont rapidement compris comment gagner des élections sans pour autant améliorer les institutions. La fragilité des pays dont les institutions sont faibles et les situations sécuritaires et humanitaires exigeant la mise en œuvre d'opérations de maintien de la paix régionales ou onusiennes continuent à assombrir les perspectives d'avenir. La situation est particulièrement déplorable au Soudan du sud et des nuages noirs continuent à obscurcir le ciel de la République démocratique du Congo, la République centrafricaine et le Burundi.

1.3

Que faut-il surveiller ?

La nature binaire de ce scénario oscillant entre pessimisme et optimisme dissimule les profondes disparités qui existent entre les pays en termes de gouvernance politique et économique.

Les exportateurs de matières premières, comme le Nigeria et l'Angola, riches en pétrole, et la Zambie riche en cuivre ont été frappés de plein fouet. Les pays en proie à des conflits, comme la République centrafricaine, la Guinée et la Guinée Bissau ne s'en sont pas encore relevés. D'autres, comme le Mozambique, le Ghana et l'Afrique du Sud, souffrent toujours de blessures auto-infligées.

L'endettement du Mozambique a été grossièrement sous-estimé, comme l'a montré le volume de titres de créance émis par l'État. La situation budgétaire post-électorale du Ghana s'est détériorée et l'Afrique du Sud souffre d'une croissance anémique suite aux mauvaises décisions prises et aux perturbations énergétiques. De nombreux pays sont vulnérables aux coûts de refinancement extérieurs plus élevés, car leurs monnaies se déprécient face au dollar américain. Au cours du premier semestre de 2016, le naira nigérian a reculé de 29 pourcent par rapport au dollar américain.

1.2
milliard

Selon des estimations prudentes, 1,2 milliard de personnes vivront dans cette région en 2025.

Les membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale ont même été jusqu'à prendre le risque d'emprunter à leur banque centrale.

En dépit du fait que la période de prospérité semble avoir pris fin pour les pays exportateurs de pétrole, les perspectives d'avenir restent positives pour plusieurs autres pays, notamment le Kenya, un pays importateur de matières premières. La Côte d'Ivoire, bien que jugée fragile, a ravivé sa croissance pourtant partie d'un niveau faible et a revigoré sa production agricole pour devenir le premier exportateur mondial de noix de cajou (en plus d'être le plus grand producteur de cacao du monde). L'Éthiopie s'est inspirée d'un modèle de croissance Chinois qui lui a valu une croissance rapide, mais elle risque de subir l'impact négatif d'El Niño.

Des opportunités sectorielles spécifiques pourraient aider certaines économies à sortir de leur torpeur. À titre d'exemple, le secteur de la vente de détail reste attractif dans les banlieues plus aisées de Lagos et de Nairobi où les centres commerciaux poussent comme des champignons. La production de ciment est en augmentation dans de nombreux pays, dont notamment l'Éthiopie. La génération d'énergie, en particulier à partir de sources renouvelables comme l'énergie solaire, hydraulique et géothermique présente elle aussi un grand potentiel. Un couloir de transport (le Couloir septentrional) reliant cinq pays d'Afrique de l'Est est susceptible de stimuler les échanges, tandis que des plans de construction d'autoroutes en Afrique de l'Ouest permettront de mieux relier les villes des pays de la région. Les systèmes de paiement numériques connaissent une rapide expansion, en particulier dans les pays fragiles.

1.4

Perspectives d'avenir

Un consensus se dessine parmi les décideurs politiques Africains au sujet de ce qu'il convient de faire, essentiellement motivé par les engagements mondiaux liés aux Objectifs de Développement Durable, les plans climatiques convenus à la Conférence des Parties de Paris et les engagements d'Addis Ababa pour le financement du développement pris par la communauté internationale en 2015.

Bien que des politiques macroéconomiques solides demeurent nécessaires, la diversification économique est plus importante que jamais, en particulier pour les exportateurs de matières premières. Ainsi, les exportations de pétrole représentent respectivement 90 et 95 pourcent des exportations totales au Nigeria et en Angola, d'après les chiffres de l'OPEP. La diversification doit également inclure une augmentation des investissements publics, y compris au niveau des infrastructures. Ceci s'est récemment concrétisé à travers l'émission d'euro-obligations qui est passée de 200 millions de dollars US en 2006 à 1,6 milliard de dollars US en 2015 (Mbu, 2016). Toutefois, les pays devront s'appuyer davantage sur des sources de financement domestiques plus sûres et améliorer la qualité de leurs dépenses publiques.

L'autre priorité est de connecter les chaînes de valeur mondiale et régionales dans les secteurs de l'agro-transformation et l'industrie légère. À cet égard, une transformation structurelle et des améliorations de l'infrastructure sont essentielles. Une meilleure gestion des principales matières premières de la région est elle aussi nécessaire, étant donné que de nouvelles découvertes ont été faites et les recettes ainsi engendrées devront être gérées pour les générations d'aujourd'hui et de demain.

La population de la région étant prévue dépasser 1,2 milliard à l'horizon 2025, en partie à cause de l'explosion démographique, il est indispensable que les jeunes hommes et femmes puissent trouver un emploi. Les États, en collaboration avec le secteur privé et le secteur des organisations à but non lucratif, doivent travailler

ensemble pour adapter les systèmes d'éducation de sorte à donner aux jeunes les outils dont ils ont besoin pour être compétitifs sur le marché du travail de demain. Toutes les parties prenantes doivent en faire davantage pour soutenir les petites entreprises et les jeunes entrepreneurs. Pour parvenir à une croissance « favorable aux pauvres » sur l'ensemble du continent, il faudra peut-être s'inspirer d'une page du modèle asiatique pour améliorer la productivité agricole et soutenir davantage l'industrie légère.

Le potentiel qu'offre la technologie pour stimuler la croissance de l'emploi mérite une certaine attention. L'industrie manufacturière est en cours de transformation, à une époque où les robots et l'automatisation rendent certains emplois peu qualifiés obsolètes. Le secteur des services, l'un des principaux moteurs de croissance en Afrique, est dominé par le secteur informel souvent miné par une faible productivité. Pour réellement décoller, les services ont besoin du soutien des décideurs politiques africains, de même que de mesures incitatives encourageant les mises à jour technologiques et le financement de la formation professionnelle.

Enfin, des décideurs politiques nationaux possédant un sentiment d'urgence et la volonté de mettre en œuvre des stratégies concrètes seront indispensables si l'on veut voir la promesse de la région se concrétiser. Ils émergent dans certains pays, même si le chemin est parsemé d'embûches. Le plus grand défi consiste à faire en sorte que les pays retardataires parviennent à combler leurs lacunes. Pour se faire, il faudra un mix de politiques nationales et de réformes en matière de gouvernance mondiale. Pour l'instant, les principaux agents du changement potentiels sont peut-être les acteurs nationaux.

REFERENCES

World Bank. (2015). *Africa's Pulse: Global Economic Weakness Continues to be a Drag on Africa's Economic Growth*. World Bank Group.

Mbu, John. (2016). Why Eurobonds are an important source of finance for Africa. The World Economic Forum.

Amadou Sy

ce rapport fait partie d'une série d'essais du programme pour le développement et l'économie mondiale publiée à l'occasion de l'édition de son dixième anniversaire. La série, disponible [ici](#), est consacrée aux enjeux essentiels auxquels sont confrontées toutes les parties concernées par la mondialisation. Vous pouvez vous joindre à la conversation sur Twitter en utilisant : #11GlobalDebates.

BROOKINGS

1775 Massachusetts Avenue, NW
Washington, D.C. 20036
brookings.edu